



## **BRICS+ ÉLARGI : UNE ALTERNATIVE TEMPORAIRE DE PUISSANCE POUR LES PAYS À CAPACITÉ D'INFLUENCE FAIBLE**

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO<sup>1</sup>  
Directeur général, Afrocentricity Think Tank  
[yeamaizo@afrocentricity.info](mailto:yeamaizo@afrocentricity.info)

19 octobre 2024

### **1. INTRODUCTION : BRICS+, UNE ALTERNATIVE DE CONTRE-POUVOIR POUR LE SUD GLOBAL ?**

Le sommet des pays membres ou désireux d'adhérer et/ou de participer à une Association inter-États créée en 2006 dénommée « BRICS+ » se tiendra du 22 au 24 octobre 2024 à Kazan, capitale du Tatarstan et troisième capitale officielle de la Russie<sup>2</sup>. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, 10 pays constituent les Etats-membres du BRICS+ : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (Etats fondateurs) d'une part, et de nouveaux membres : Émirats arabes unis, Égypte, Éthiopie, Iran et Arabie saoudite.

Est-ce que sous la présidence tournante du Président russe Vladimir Putin, les BRICS+ ont progressé vers leur objectif principal d'œuvrer collectivement pour un monde alternatif et meilleur, ce dans un monde en conflit et en compétition permanente ?

La réponse devrait émerger lors du Sommet de Kazan et risque d'être celle du verre à moitié plein ou du verre à moitié vide. Mais, nul ne peut mettre en cause la volonté stratégique de renforcer un bloc ayant en commun la volonté de retrouver une forme de souveraineté recherchée par certains pays émergents. De nombreux pays disposant d'une capacité d'influence faible ont perdu leur souveraineté dans le cadre de relations internationales caractérisées par une application à géométrie variable du droit international, en fonction justement de leurs « *relations internationales*<sup>3</sup> » avec un ou des Etats puissants, mais aussi de plus en plus avec une ou des entreprises multi-et trans-nationales qui s'imposent grâce à la « *loi du plus fort* ». En fait, il s'agit en filigrane de la loi de celui qui dispose de plus d'armes léthales et est en capacité de s'en servir offensivement ou pour assurer une dissuasion ou un alignement, voire une dépendance.

Aussi, la question mérite d'être posée : Est-ce que les dirigeants des Etats membres des BRICS+ peuvent œuvrer collectivement pour servir d'alternative de contre-poids de puissance pour les pays du sud global ? Est-ce que la progression de l'influence du BRICS+ élargi ou pas, peut défier la domination du G7 et de l'OTAN ? Un début de réponse à ces quelques interrogations permet d'ouvrir de nouvelles perspectives.

### **2. KAZAN EN RUSSIE : UN SOMMET DES BRICS+ SANS LE G7 ET L'OTAN**

Suite au retrait de l'Argentine, dix (10) pays sont membres des BRICS+, à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, la République islamique d'Iran, l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Éthiopie et les Émirats Arabes Unis. Le président russe Vladimir Poutine a annoncé en septembre que 34 pays avaient exprimé leur intérêt pour rejoindre les BRICS<sup>4</sup>.

Des représentants de pays ayant comme priorité absolue la défense de leur souveraineté et le refus de l'ingérence dans leurs affaires intérieures par des pays à influence forte -principalement les pays du G7 et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)-, vont se retrouver pour structurer leur approche, soit près de 33 Etats dont au moins 24 représentés au niveau des chefs d'Etat<sup>5</sup>. La présence d'au moins six organisations internationales multilatérales est annoncée, y compris celle du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), M. António Guterres, surtout depuis qu'un pays « *spécial* » comme Israël, ne respectant pas les décisions du Conseil de Sécurité et menant une guerre en dehors du mandat de l'ONU, a déclaré, ce dernier comme « *persona non grata*<sup>6</sup> ».



Il convient de citer la présence annoncée des dirigeants de l'Union économique eurasienn<sup>7</sup> (Eurasian Economic Union (EAEU ou EEU)), de la Communauté d'États Indépendants<sup>8</sup> (CEI), de l'Organisation de Coopération de Shanghai<sup>9</sup> (OCS), de la Nouvelle Banque de Développement<sup>10</sup> (NBD) dite la Banque des BRICS.

L'approfondissement de la coopération au sein de l'OCS est devenu la priorité des priorités tant de la Chine que de la Russie, et sert de fondement pour l'approfondissement des relations entre les membres du BRICS+. Les notions comme « *le respect et la confiance mutuels, la coopération de bon voisinage, l'amélioration de l'intégration économique régionale* » sont des catalyseurs de la paix, de la stabilité et du développement dans un environnement international complexe et volatil. Aussi, la solidarité, la coordination, le renforcement de la synergie notamment matière d'infrastructures, de logistique et de circulation et transformation au sein d'un espace commun de confiance sont devenus primordiaux. De fait, la coopération intra-régionale BRICS+ pourrait couvrir les domaines tels que :

- l'économie, la finance et la monnaie commune des échanges et du commerce ;
- la sécurité, les infrastructures, la logistique et la connectivité, l'énergie et leur sécurisation contre les actions unilatérales du G7 et de l'OTAN ;
- la préservation de l'environnement et de la biodiversité grâce à une accélération de la production industrielle prenant en compte les urgences écologiques ;
- la réduction de la pauvreté grâce au développement de chaînes de valeurs ajoutées, le transfert de technologie en lien avec l'intégration des chaînes d'approvisionnement entre les États-membres ;
- le renforcement des échanges culturels et des liens entre les peuples, notamment l'approfondissement des liens de souveraineté entre les pays émergents et les pays à influence faible ;
- l'urgence dans un monde multipolaire de maintenir le respect du droit international avec des institutions multilatérales non-inféodées aux dirigeants du G7 ou de l'OTAN ; et enfin
- la volonté commune de redoubler les moyens et les influences pour défendre collectivement l'équité et la justice internationales, garantes d'une paix soutenable et d'une prospérité commune partagée.

Il va de soi que des sujets inscrits dans le registre de « *secret défense* » pourraient être évoqués sans une grande publicité.

### **3. PERTE DE COMPÉTITIVITÉ DE L'UE ET CONSOLIDATION DE L'INFLUENCE DES BRICS+**

À la veille d'un possible élargissement du nombre des pays membres du BRICS+ et dans le cadre d'une confiance retrouvée entre des États aux intérêts souvent antagonistes et ne partageant pas nécessairement les mêmes visions du monde, le Sommet de Kazan, sous la présidence tournante de Vladimir Putin<sup>11</sup>, Président de la Fédération de Russie, va traiter des deux principaux thèmes interdépendants suivants :

- renforcement du multilatéralisme pour un développement et une sécurité équitables à l'échelle mondiale ;
- construire ensemble l'avenir du monde entre les pays BRICS et les pays du Sud.

Rappelons qu'une des priorités de Vladimir Putin en janvier 2024, lors de sa prise de fonction en tant que président en exercice des BRICS+, était de tenir « *compte de la volonté de nombreux autres pays, et il y en a environ trois douzaines, de rejoindre les BRICS sous une forme ou une autre, dans le cadre de leur programme multidimensionnel* » et d'aider proactivement à « *l'élaboration des modalités d'une nouvelle catégorie d'États partenaires des BRICS<sup>12</sup>* ».



Il faut croire qu'au sein de l'agglomération d'Etats du Sud global, il y aura vraisemblablement plusieurs formes de modalités de coopération au sein des BRICS+, et plus particulièrement des formes d'alliances des BRICS+ à géométrie variable. Sauf que la ligne rouge ou conditionnalité, elle-même à géométrie variable, pourrait consister en l'appartenance ou l'adhésion « *inconditionnelle* » au G7 ou à l'OTAN, quoique l'adhésion de la Turquie ou de nombreux pays membres de l'alliance de l'OTAN, pourrait permettre de comprendre la « *plasticité* » du BRICS+.

Mais nul ne peut mettre en cause la consolidation lente mais certaine de l'influence des BRICS+ face à ce qu'il faut bien appeler « *la fatigue* » des pays à capacité d'influence faible face à la domination et l'unilatéralisme du G7 et de l'OTAN sur la scène internationale.

En 2024, les 10 pays du BRICS+ représentent environ 37,3 % du PIB mondial<sup>13</sup>, base d'une influence économique croissante de ces nations. Ils représentent environ 40 % du commerce mondial. Même au niveau des investissements directs étrangers (IDE), les pays du G7 voient leur avance s'amenuiser passant de 62,44 % en 2020 d'IDE dans les pays BRICS, puis à 54 % d'IDE en 2022<sup>14</sup>, et 40,69 % en 2023, soit une remontée rapide des IDE des BRICS+ vers l'Union européenne<sup>15</sup>, passant de 8,63 % en 2020, puis à 32,79 % d'IDE en 2022, et 28,68 % en 2023, et cela risque de s'accélérer en 2024.

L'Union européenne a en effet augmenté les droits de douane sur les véhicules électriques importés de Chine. Initialement fixés à 10 %, ces droits douane de l'UE ont été relevés à des taux variant entre 17,4 % et 38,1 %, selon le constructeur chinois. Par exemple, les véhicules des constructeurs chinois comme BYD sont désormais taxés à 17,4 %, ceux de Geely à 20 %, et ceux de SAIC à 38,1 %<sup>16</sup>. Il s'agit pour l'UE de tenter de protéger l'industrie automobile européenne face à la concurrence croissante des véhicules électriques chinois, bourrés de technologies avancées.

L'argument des subventions déloyales accordées par le Gouvernement chinois à ses constructeurs automobiles pour n'être qu'une erreur d'appréciation des dirigeants de l'UE sur leur myopie quant à la compétitivité des véhicules européens dans un secteur où la Chine a au moins 10 ans d'avance. Les autorités chinoises ont conclu à un « *comportement purement protectionniste* » des Européens et n'a pas tardé à prendre des mesures de rétorsion, notamment sur les alcools et spiritueux européens, notamment le « *Cognac* ». Il s'agit pour la Chine de « *défendre fermement ses droits légitimes*<sup>17</sup> ». Tout ceci est le signe d'une grande fébrilité et d'un refus de dialogue sincère. A moins qu'il ne s'agisse d'une forme d'arrogance qui ne passe plus en Chine, ni ailleurs dans le Sud global ?

Il est possible de comprendre la réaction presque de « *panique* » de l'Union européenne qui a décidé d'imposer des barrières tarifaires importantes et unilatérales de plus de 38 % sur l'importation des véhicules électriques chinois vers l'Union européenne, tout en posant comme injonction de « *fabriquer* » les véhicules en Union européenne. Or, les installations d'usines automobiles chinoises ne se font pas nécessairement là où l'on pense en Union européenne, ce qui revient à ouvrir une compétition entre les entreprises européennes délocalisées dans la partie de l'Union européenne où le prix de la main d'œuvre et la législation fiscale sont plus cléments avec les entreprises chinoises qui se conformeront à cette injonction.

A terme, c'est bien la compétitivité de la production de l'UE qui sera en jeu, ce d'autant que cette région du monde s'est donnée comme objectif paradoxalement sous le couvert de la transition écologique<sup>18</sup>, d'augmenter les coûts énergétiques de ses industries du fait d'une incapacité à mettre fin à la guerre de l'OTAN en Ukraine, alors que l'essentiel de l'avantage compétitif, notamment des industries allemandes par exemple, provenait en partie des coûts de l'énergie bon marché importés de la Russie.

#### **4. LA CHINE INVESTIT PLUS QUE LES ETATS-UNIS : LE PIÈGE DU « AMERICA FIRST »**

La lutte en matière d'IDE entre les Etats-Unis et la Chine ne doit pas être oubliée car la Chine est en passe de la gagner. La part des IDE des Etats-Unis vers la Chine était de 26,62 milliards de \$EU en 2020 et a



légèrement progressé passant à 27,93 milliards de \$EU en 2023. A contrario, la part des IDE de la Chine vers les Etats-Unis est passé de 4,3 milliards de \$EU en 2020 à 28,61 milliards de \$EU en 2023<sup>19</sup>. Autrement dit, la Chine dépassait déjà les Etats-Unis en 2023 et la progression ascendante semble se poursuivre avec des avancées en matière de contenus technologiques à des prix abordables. Le protectionnisme n'est plus la solution. Il faut repenser les formes de partenariat autour de la solidarité y compris le partage du savoir et des technologies, ce que les dirigeants du monde occidental se sont bien gardés de faire au cours des siècles passés. Encore faut-il que la Chine et les puissances émergentes qui en acceptent le principe au sein du groupe des BRICS+, décident collectivement d'étendre cette « *prérogative* » au pays du Nord Global, G7 et OTAN.

En effet, les dépenses d'investissement de la Chine à l'étranger sont liées principalement à des « *mégaprojets* » dans des secteurs stratégiques avec des retombées directes pour toutes les parties, ce que ne font ni l'Union européenne, ni les Etats-Unis. Par exemple, et selon FDI Intelligence<sup>20</sup>, en juin 2023, le fabricant chinois de véhicules électriques Human Horizons a signé un accord de 5,6 milliards de dollars américains (\$EU) avec l'Arabie saoudite pour la construction d'une installation de recherche, de développement et de fabrication automobile, ce qui risque à terme de réduire l'exportation des véhicules et des pièces détachées de l'Union européenne vers ce pays.

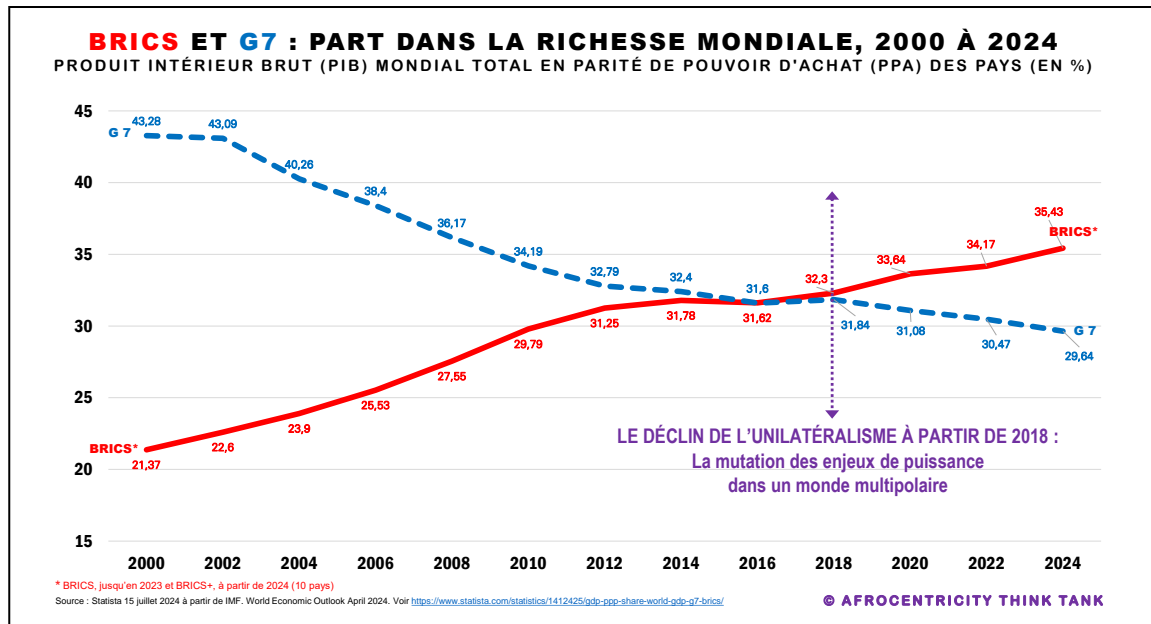
En Ethiopie, la société West China Cement a créé une coentreprise avec East African Holding pour investir 2,2 milliards de \$EU dans la construction d'un méga-complexe industriel. Dans le domaine de la transition écologique, l'entreprise publique China Energy prévoit également de créer une usine d'hydrogène vert en Égypte pour un montant de 5,1 milliards de \$EU... Ces mégaprojets s'accompagnent de transfert de savoir-faire et transfert de technologies, avec des effets induits importants en termes de sous-traitance et de création d'emplois directs et indirects.

La concurrence américaine pourrait trouver ses limites dans certains secteurs clés comme l'automobile, générer d'importantes délocalisations et déclassements et donc du chômage et surtout détruire les emplois au niveau des entreprises américaines. Là encore, la Chine pourrait avoir repris à son avantage la fameuse devise « *America First* » et supplanter les dirigeants et entreprises américaines sur leur propre terrain. Il est indéniable que la Chine investit plus que les Etats-Unis aux Etats-Unis. Alors, est-ce que les dirigeants américains ne sont pas tombés dans ce qu'il convient d'appeler « le piège du « *America first* » ? Assurément ! Là encore, l'absence du dialogue intelligent se heurte à une forme d'arrogance institutionnalisée qui pourrait se transformer en une fuite en avant en fonction de celle ou celui qui dirigera les Etats-Unis en 2025.

Délocaliser vers et fabriquer aux Etats-Unis ou en Union européenne comme une condition unilatérale de non taxation des véhicules électriques par exemple pourrait se révéler n'être qu'une erreur tactique des décideurs occidentaux. Ces derniers se retrouvent, pour la première fois, à devoir faire face à une crise profonde de la compétitivité des coûts des facteurs, ceux de l'énergie et de la technologies avancée utilisant l'intelligence artificielle par exemple. Seules des négociations intelligentes dénuées de sanctions unilatérales et de mesures de rétorsion réciproques pourraient sceller les bases d'une coopération stratégique « *donnant-donnant* » entre d'une part le G7/l'OTAN et d'autre part, la Chine/OCS/les BRICS+ élargis.

Les pays à capacité d'influence faible, notamment ceux d'Afrique, devraient revoir leur stratégie à l'aune de ces mutations en cours et mieux s'organiser collectivement pour défendre les intérêts des peuples et moins ceux des dirigeants et leurs affidés.

C'est depuis 2018 que les pays des BRICS (avec 5 pays) ont dépassé les pays du G7 en termes de part du produit intérieur brut (PIB) mondial mesurée en parité de pouvoir d'achat (PPA). En 2024, l'écart s'est encore amplifié avec les BRICS+ détenant désormais 35 % du PIB mondial contre 29 % pour les pays du G7<sup>21</sup> (voir le graphique ci-après).



## 5. FATIGUE DE LA DOMINATION DU G7 ET DE L'OTAN : EN FINIR AVEC LA CULTURE DE L'UNILATÉRALISME

Si dans un monde où le champ de bataille s'apparente à des luttes de compétitivité avec en filigrane la loi de celui qui détient les armes et l'avance technologique, alors ce monde ne peut qu'engendrer des conséquences tragiques pour les pays à capacité d'influence faible. Les dirigeants des pays émergents l'ont compris. Ceux d'Afrique certainement aussi, sauf que le virus de la servitude volontaire et l'évitement du combat pour la souveraineté ne peut se faire par des processus de « *réconciliation* » tous azimuts, y compris aux dépens de la vérité, de la justice et surtout de l'acquisition et l'organisation de contre-pouvoirs. Les dirigeants africains collectivement croient, à tort, qu'il suffit soit de s'aligner sur le plus fort, ou de s'efforcer de mettre en compétition les uns et les autres pour tirer son épingle du jeu. Sauf qu'il s'agit là de l'erreur fatale qui conduit les plus forts à s'adjuger les meilleures parts des ressources mondiales de richesses, parfois sans combattre grâce au précieux concours des « *traîtres autochtones* » à qui ils n'accordent que des miettes.

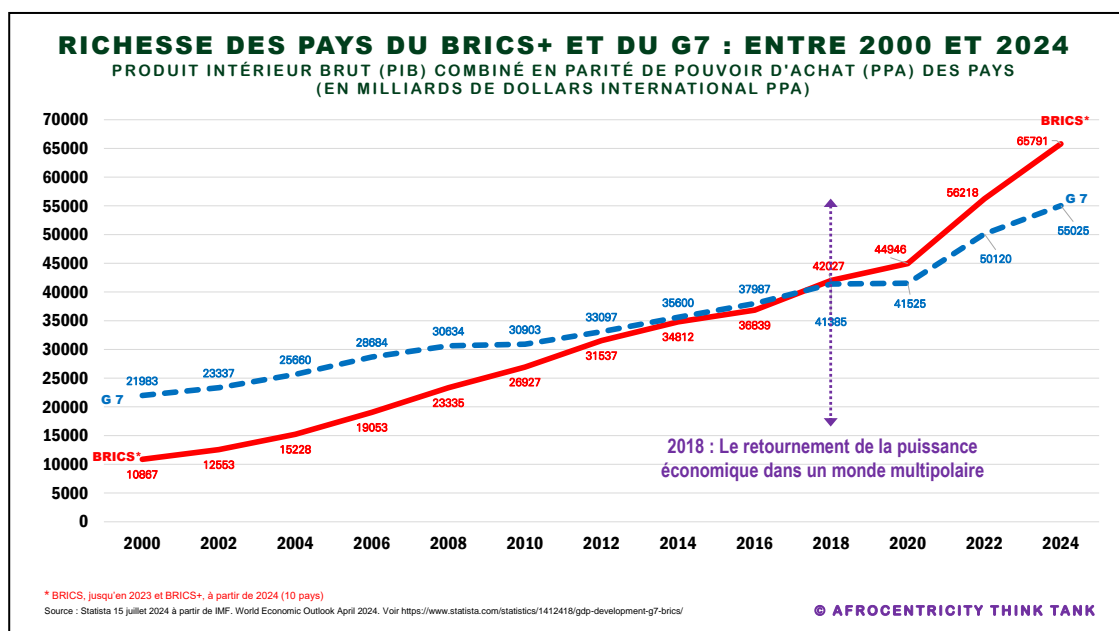
Aussi, il n'est pas question de quitter un « *alignement* » pour se soumettre à un « *autre* », notamment en faisant de la transhumance entre le G7/OTAN et la Chine/OCS/BRICS+. Non, il s'agit de prendre conscience qu'il n'y a pas de liberté sans une compétition saine avec des règles prévisibles et respectées par tous, le tout dans le cadre d'un respect mutuel. C'est donc bien la « *crise de la conscience africaine*<sup>22</sup> » qui pose problème. Les dirigeants comme les citoyens, notamment ceux qui ont fait de « *la religion, l'opium du Peuple*<sup>23</sup> » un mode d'usurpation et de conservation du pouvoir, et refusent délibérément de préparer les Peuples à se structurer collectivement pour générer des avantages compétitifs liés principalement à l'injonction de l'économie du savoir, les technologies et l'intelligence –artificielle ou pas– dans la gestion de la vie quotidienne.

Cette prise de conscience doit s'amplifier grâce à des soutiens effectifs et non générateurs de surendettement autant auprès des deux grands pôles de puissance dans le monde, à savoir d'un côté, le G7 et l'OTAN et de l'autre, la Chine, l'OCS et les BRICS+. Il faut pourtant générer et partager de la richesse sans attendre la soi-disant « *main tendue* », expression favorite des certains dirigeants africains, qui croient encore que dans le monde multipolaire, la politique de la main tendue peut donner des résultats « *gagnant-gagnant* »...

La myopie stratégique collective des dirigeants africains n'a de corollaire que leur mépris et leur refus d'impliquer les organisations de la société civile et les citoyens dans les analyses des enjeux de puissance et la mise en place de projets de société communs. Lesquels projets de société ne peuvent reposer sur la principale priorité de maintien au pouvoir par la force, la ruse, le truquage électoral de la vérité des urnes et des comptes publics. Justement, cette vérité des urnes n'est pas le « *point fort* » où excellent les pays membres du BRICS+.

Pourtant, ces derniers sont en train de se constituer en un centre de contre-pouvoirs, forçant les tenants de l'unilatéralisme à revoir leur copie obsolète et générant de la pauvreté extrême au sein même du Nord global. Croire que les problèmes se résoudront en institutionnalisant le « *haro* » sur les immigrés, dont le coût est au demeurant insignifiant en comparaison avec les ressources et bénéfices procurés pendant des décennies par l'usurpation cumulée des richesses africaines, est là encore une erreur de parallaxe. Il faut donc en débattre dans des conférences inclusives avec comme préalable le respect mutuel des partenaires et participants. Cette nouvelle culture demande un changement du logiciel qui « *boucle* » sur le mot « *unilatéralisme* ».

Or, le retournement de la dynamique de la puissance économique et militaire dans le monde signe la mort, sinon la neutralisation de la culture de l'unilatéralisme. En effet, mesuré en parité de pouvoir d'achat, les BRICS+ génèrent un produit intérieur brut (PIB) en 2024 estimé à 65.792 milliards de dollars internationaux contre 55.205 milliards de dollars internationaux pour l'Union européenne (Voir le graphique ci-après).



En définitive, il s'agira, dans un futur proche, moins de la « *fatigue* » de la domination du G7 et de l'OTAN dans les échanges mondiaux que de la consolidation de l'influence des BRICS+. Le « *retournement* » du monde dépendra largement de la capacité des pays du BRICS+ élargi, notamment les « *locomotives* » comme la Chine, la Russie, l'Inde et même le Brésil, de transférer des contenus technologiques, du savoir et d'entrer en partenariat avec les pays à faible influence. Notamment en Afrique, pour soutenir l'industrialisation notamment les agro-industries et les transformations minières, la construction d'infrastructures, la production d'énergie « *verte* » à des coûts compétitifs, la valorisation de la logistique et la digitalisation des paiements électroniques, piliers essentiels servant de levier à la création de richesses partagées en Afrique.



## **6. PRISE DE DÉCISION AU SEIN DU BRICS+ ELARGI : VÉTO OU MAJORITÉ QUALIFIÉE ?**

Sur un autre plan, toutes avancées notables sur l'accroissement du rôle des BRICS+ dans le système monétaire et financier international et la promotion des règlements des échanges entre les Etats-membres du BRICS+ en monnaies nationales dans les échanges intra-BRICS+, et s'affranchissant du dollar américain pourront être considérées comme un pas décisif vers la souveraineté monétaire et financière des pays défendant leur souveraineté, plus particulièrement via une coopération interbancaire hors système occidental SWIFT.

Bref, et puisque les décisions au sein des BRICS+ se prennent sur la base d'un consensus ou d'une unanimité cachant difficilement le droit de veto accordé à chaque Etat membre, tout élargissement devra nécessairement introduire une dose de décision prise à la majorité « *qualifiée* » si les Etats membres du BRICS+ élargi ne veulent pas « *scléroser* » cette organisation en restant prisonniers du veto d'un seul Etat contre la position de tous les autres membres.

Aussi, le bilan de la présidence de Vladimir Putin sera en définitive jugée sur les avancées en termes de transparence sur les critères d'adhésion au BRICS+, qui dépend grandement de la perception et des intérêts défendus par chacun des 10 membres actuels des BRICS+ sur les considérations suivantes (liste non exhaustive) :

- le poids démographique, politique, et économique ;
- le positionnement de l'Etat, placé non seulement dans sa région, mais aussi au plan international notamment dans les institutions multilatérales ;
- une adhésion sans ambiguïté et un soutien aux principes de multipolarité et d'augmentation du poids du Sud global, et plus particulièrement des pays émergents et des pays à influence faible dans la gouvernance mondiale ;
- un attachement clair à l'esprit de solidarité et de souveraineté ainsi qu'aux valeurs fondamentales des BRICS+, notamment l'inclusivité, l'égalité, le respect mutuel, l'ouverture, et toutes les formes de coopération constructive.

## **7. LES MANQUEMENTS DU BRICS+ : INSTITUTIONNALISATION DE L'OUBLI ?**

Malheureusement, le respect des droits humains et des Peuples, la liberté d'expression ou encore le droit à l'autodétermination des Peuples à choisir librement et sans coercition leurs dirigeants, ne figurent pas « *encore* » sur l'agenda.

Autrement dit, les Etats membres du BRICS+ et vraisemblablement élargi, risquent de prioriser les relations d'Etat à Etat, en négligeant voire rejetant l'inclusion des Organisations de la société civile indépendantes, à savoir quand elles ne sont pas instrumentalisées. Or, l'un des mandats fondamentaux du BRICS+ consiste en l'affirmation d'alliances stratégiques alternatives à celles de l'OTAN et du G7, tout en faisant une démonstration de force du poids grandissant aux plans, politique, économique, monétaire et diplomatique sur la scène internationale.

Il s'agit bien d'équilibrer les rapports de force qui sévissent au plan mondial et qui ramènent de nombreux pays dans le « *giron* » de l'alignement, voire la servitude, volontaire ou pas. Au-delà du non-alignement, il s'agit d'une mutabilité des rapports de force entre le Nord global et non unilatéralisme implicite, et le Sud global et sa recherche d'une souveraineté retrouvée dans un monde interdépendant. Cette complexité a conduit certains à verser dans le manichéisme en opposant sans nuances les deux blocs, l'OTAN/G7/Union européenne d'un côté et les BRICS+/OCS/pays à faible capacité d'influence de l'autre.

Or en définitive, le pouvoir appartient en principe aux Peuples. Les manquements du BRICS+ excluent souvent la voix des peuples qui peinent à s'organiser dans les pays à capacité d'influence faible sur la scène



internationale, mais qui sont régis par un pouvoir autocratique, voire dictatorial, sur leur scène nationale. Alors, est-ce que les dirigeants du BRICS+ vont institutionnaliser l'oubli de l'inclusivité effective des citoyens, des peuples et des organisations de la société civile ?

Compte tenu du format basé sur les relations d'Etat à Etat, il est actuellement difficile d'envisager un Sommet « indépendant » des organisations indépendantes de la société civile émanant des BRICS+, élargi ou pas. Pourtant, non seulement la voix des « *en bas - d'en bas* » viendrait corriger certaines affirmations des dirigeants d'Etat dits « *forts* » surtout lorsque les institutions fortes de ces pays sont condamnées à survivre en tant qu'institutions alignées sur le pouvoir, à l'aune de la non-séparation des pouvoirs. Assurément, la définition de la démocratie basée sur la vérité des urnes est à géométrie variable dans les Etats du BRICS+.

Pourtant, il faudra bien trouver un moyen pour rendre effective l'inclusivité des citoyens et des Peuples afin que le droit de ces Peuples soit respecté d'abord au plan national, avant de chercher à en devenir des « *agitateurs* » au plan international. Autrement dit, il faudrait que le droit à l'autodétermination d'un Etat à jouir de son indépendance et sa liberté corresponde aussi dans le pays et au niveau national et régional, au droit à l'autodétermination du citoyen et collectivement d'un Peuple, à jouir de son indépendance et sa liberté.

Manifestement sur ce chapitre, la route de la soie ne fait pas dans le velours. Mais rien n'est impossible. Il faut de la volonté politique et laisser s'exprimer –en tant que forces de proposition potentielles– les organisations de la société civile des pays émergents et ceux à capacité d'influence faible. Il faut donc du courage politique aux dirigeants des BRICS.

## **8. INFLUENCE GRANDISSANTE DU BRICS+ DANS LA CRÉATION DE RICHESSES MONDIALES**

Avec une part de la richesse mondiale mesurée en produit intérieur brut (PIB) mondial projetée à 36,7 % et une croissance économique projetée à 4,4 % en 2024-2025, les 10 pays membres du BRICS élargi, dit BRICS+, (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Iran et les Émirats Arabes Unis) ont une croissance 2,6 fois supérieure à celle des pays du G7 qui atteignent difficilement les 1,7 %<sup>24</sup>. Les cinq derniers membres ont été admis officiellement le 1<sup>er</sup> janvier 2024. L'Argentine admise au BRICS+, a choisi avec le nouveau gouvernement d'extrême droite du Président Javier Milei élu en novembre 2023<sup>25</sup>, de quitter les BRICS+. L'ensemble de la philosophie sous-jacente aux BRICS est d'abord de constituer un groupe puissant, dynamique et alternatif au G7 et à l'OTAN, afin de constituer une nouvelle dynamique économique, sociale et de droit international au plan mondial autour des principaux pays émergents, rencontrant des difficultés avec l'unilatéralisme des dirigeants des pays occidentaux.

La réalité est que les dirigeants des pays du BRICS+ ont graduellement gagné en crédibilité et en influence sur plusieurs plans, notamment le respect du droit international accepté au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les dirigeants du BRICS+ renforcent ainsi les approches multipolaires et multilatérales fondées sur la négociation aux dépens des approches unilatérales fondées sur le rapport de force et de pouvoir. Autrement dit, la crédibilité a contribué à renforcer l'influence des pays du BRICS dans les échanges mondiaux, mais aussi dans les domaines ou secteurs aussi stratégiques comme le respect des pays à influence faible<sup>26</sup> qui sont principalement des pays faiblement industrialisés<sup>27</sup>, en termes d'infrastructures, d'énergies, de pouvoir d'achat et même de modalités de paiement en monnaie locale, sans aucune possibilité de sanctions discrétionnaires, voire de blocage unilatéral des transactions sur la base de décisions unilatérales prises en dehors ou à côté des règles de droit international.

Il est indéniable que les dirigeants des BRICS+ gagnent en influence grâce à l'organisation d'un monde parallèle hors influence de l'OTAN, qui s'amenuise au gré des multiples actes de non-respect du droit international et des multiples contournements des décisions du Conseil de Sécurité des Nations Unies,



sous l'influence des dirigeants du G7. Avec l'augmentation de la part des pays du BRICS+ dans la création de la richesse mondiale (PIB mondial), en moins de 15 ans, le monde a assisté, sans y croire, à la perte d'influence graduelle y compris aux plans économiques, technologiques, financiers et de respect des engagements pris, des pays du G7 et de ceux de l'OTAN. Une nouvelle attraction vers un monde basé sur des valeurs communes qui ne sont pas nécessairement les valeurs occidentales se fait jour. Les pays à influence faible<sup>28</sup> ont compris qu'un choix est indispensable, où à défaut, une prise de conscience doit conduire à asseoir ce choix sur des bases démocratiques issues de la vérité des urnes.

## **9. BRICS+ : DU RETOURNEMENT DU MONDE ET MUTABILITÉ DES PEUPLES « SANS VOIX »**

Il n'est donc pas question d'une simple évolution mais d'une mutation fondamentale du monde coupé globalement en deux : ceux qui mettent en priorité la souveraineté de leur peuple en sachant que leur souveraineté s'arrête là où démarre celle des autres peuples. Or, tout le système occidental, de par son histoire d'agression des autres parties du monde pour la défense de ses propres intérêts, a du mal à comprendre ce retournement du monde<sup>29</sup>.

Ce retournement du monde est de quatre ordres :

- la perte d'influence des Etats occidentaux surpris par le questionnement de leur unilatéralisme du fait du constat transversal de leur refus systématique de respecter la souveraineté de Etats à influence faible ;
- la perte d'influence d'Etats souverains face à la puissance de plus en plus prégnante des sociétés privées multi et transnationales dans les rapports de force mondiaux ;
- l'incapacité des pays occidentaux dans l'histoire à améliorer le sort des populations dans les pays pauvres à influence faible en les maintenant dans la pauvreté, obligeant la jeunesse de ces pays à l'émigration du fait du soutien quasi-systématique explicite ou implicite à des dirigeants dictatoriaux dans ces pays à influence faible ; et
- l'institutionnalisation des allégeances, voire des servitudes, envers les pays du G7 et de l'OTAN avec en filigrane la déconstruction de l'Etat, la déstabilisation des institutions fortes, la dénaturation des résultats électoraux et leur légitimation en sachant qu'il n'y a pas de vérité des urnes, et surtout la réorientation des comptes publics des Etats à influence faible vers les intérêts des pays et sociétés multinationales ou transnationales à influence forte, ce au détriment de la vérité des comptes publics et donc de l'intérêt des peuples dans les pays à influence faible, notamment dans les pays classés parmi ceux du Sud Global ;
- la priorisation des urgences et des défis mondiaux en fonction des intérêts des pays du G7 et de l'OTAN, surtout lorsque ces derniers refusent de contribuer de manière significative au financement de la réparation des dégâts causés par leurs actes posés par le passé dans le domaine de l'environnement, de la préservation de la biodiversité et des changements climatiques.

La résultante du retournement du monde s'apparente à un désordre organisé avec la fragmentation et la désagrégation de toutes alternatives remettant la citoyenne et le citoyen au centre. Dans les pays du Nord global comme ceux du Sud global, cela se traduit par la difficulté à ce que le système de représentation, démocratique ou pas, fasse émerger la volonté du Peuple souverain.

Les modes de régulation y compris ceux dits démocratiques rencontrent des dysfonctionnements importants au point de cliver la société. Une polarisation vers les extrémismes de tous ordres est en gestation, ce qui se traduit par la montée des partis d'extrême-droite dans les pays dits démocratiques, et la contestation des gouvernances centralisées où la voix du peuple et sa réelle volonté, n'arrivent plus à trouver leur traduction dans les décisions et les actes pris au sommet.

L'approche du bas vers le haut est devenue une urgence pour tous. Le laxisme produit par les allégeances et l'atomisation, voire l'uniformisation des positionnements des chancelleries occidentales dans les pays



à influence faible, a eu pour conséquence la fragmentation de l'unité nationale et la valorisation des militaires comme le cadre privilégié pour museler les initiatives démocratiques et pacifiques nationales dans les pays à influence faible. C'est donc ce processus régulier, systématique, financé souvent de l'extérieur et s'appuyant sur des ressources humaines locales trahissant le pouvoir souverain du Peuple qui conduit à la fragmentation systématique des initiatives alternatives. Le corollaire de cette fragmentation dans ces pays est un processus de désagrégation sans fin de l'Etat, à l'opposé des principes d'une démocratie qui a besoin d'institutions fortes, démocratiques et bénéficiant de la séparation des pouvoirs.

Le retournement du monde, grâce aux alliances stratégiques au sein des BRICS+ élargi, risque de générer une mutabilité des peuples sans voix, et peut-être une déflagration nationale au sein des Etats à capacité d'influence faible. En effet, les injustices que subissent les citoyens auront de plus en plus de difficultés à survivre à la souveraineté des peuples, Africains en particulier. La volonté de ces peuples « sans voix » au sein du BRICS+ –de s'émanciper de nombreux autocrates qui les gouvernent et se sont spécialisés dans l'accaparement des biens et l'organisation en bandes organisées avec des intérêts étrangers–, risque de surprendre lors de son « explosion ». Le fond du problème est que nul ne peut empêcher durablement toute stratégie de rééquilibre dans la gestion des fruits de la croissance et la distribution du savoir et des technologies. Les dirigeants africains, francophones en particulier, semblent l'avoir oublié. Des pays comme le Cameroun, le Congo (Brazzaville), le Togo, le Tchad, la Guinée, les Comores, la Tunisie, la Côte d'Ivoire et même le Nigéria ne sont pas à l'abri de la remontée des frustrations collectives agglomérées.

## **10. BRICS+ : GAGNANT-GAGNANT OU DONNANT-DONNANT ?**

Avec la multiplication des conflits internationaux et du terrorisme intérieur et extérieur s'invitant dans l'économie de proximité, les modes de régulation coutumiers et/ou traditionnels fonctionnent mal et ne répondent plus aux défis des enjeux de puissance.

La souveraineté des pays à influence faible est systématiquement entravée. Les individus les plus conscients, militaires ou pas, ont décidé de s'organiser, démocratiquement ou pas, pour reconquérir cette souveraineté que le monde occidental a grandement contribué à faire disparaître en faisant croire que la souveraineté n'était légitime que si cela devait émaner et profiter à un pays à influence forte. Or, cette approche est en train de se retourner contre les pays occidentaux sur trois plans :

- le fait d'avoir sous-estimé l'émergence effective des pays du BRICS+ et des pays nombreux qui participent ou vont participer à l'Alliance des BRICS+ comme nouveau pôle de croissance économique, de partenariat « *donnant-donnant*<sup>30</sup> », synonyme de « *gagnant-gagnant* » ;
- le fait d'avoir sous-estimé ou négligé les conséquences du non-respect des dirigeants et des peuples des pays à influence faible, notamment par l'arrogance<sup>31</sup>, l'impertinence, la non-prise en compte des propositions provenant des PIF, en les réduisant à des simples entités de subordination ou d'assistanat avec l'essentiel de la dite « *aide* » au développement retournant vers les pays à influence forte.
- l'arrogance des pays à influence forte est en train de subir un coup d'arrêt brutal dans un monde multipolaire des BRICS+ en pleine expansion.

Or, les BRICS+ n'accordent aucun poids aux sociétés civiles. Les BRICS+ ne prennent en compte que les rapports d'Etat à Etat, ce qui restreint considérablement leur capacité à pérenniser leurs actions auprès des Peuples africains, voire à convaincre ces derniers qu'il s'agit d'un partenariat « *gagnant-gagnant* ». Il y a donc aussi une forme d'arrogance des dirigeants des BRICS+ envers les organisations de la société civile indépendante. En effet, la propagande et l'utilisation des médias ou des réseaux sociaux comme source de diffusion d'une pensée alternative à celle du monde occidental va rapidement trouver ses limites sur le terrain avec l'approche « *donnant-donnant* » des BRICS+. Une correction stratégique s'impose !



## 11. DE L'ARROGANCE INSTITUTIONNALISÉE AU RESPECT MUTUEL : LA FIN DES HUMILIATIONS ?

Les exigences d'une médiatisation permanente ont favorisé une approche de l'individualisme selon les sociétés néo-libérales au point de croire que ce qui est rendu visible, ce qui est affiché, etc. a valorisé *l'Avoir* et son corolaire *le Paraître*, au détriment de *l'Être*. Cette approche a favorisé l'approche dite de la compétition permanente au point que la finalité de l'image projetée dans les pays à capacité d'influence faible se résume à se comparer à celui qui « a » plus que les autres. Cette approche matérielle favorise la conception d'un individu qui a besoin de « *dominer* », d'être brutal, ce qui finit par valoriser le principe de l'arrogance.

Cette arrogance occidentale<sup>32</sup>, héritée de la partie la plus riche du monde occidental, a entraîné un ruissellement par mimétisme, dans les sociétés des pays à influence faible qui la subissent. C'est ainsi que souvent, dissimulés derrière une rhétorique de rupture ou de faux panafricanisme, certains dirigeants africains ou du Sud global se sont érigés en de véritables commis, dont le fonds de commerce consiste à importer des modèles de développement, des Constitutions, des formes de démocratie représentative occidentales<sup>33</sup>. Ce mimétisme, qui est à l'origine de nombreux traumatismes politiques, humains, économiques, juridiques et sociaux, est facteur de désordre et de déstabilisation en Afrique. Il n'est donc pas question que ce mimétisme perdure sous couvert de changement de « *partenaires* » qui, bien que choisis au sein des BRICS+, pourrait également générer des formes alternatives d'une arrogance sapant la confiance du groupe.

Or, l'arrogance occidentale, telle que perçue par les Africains, se pratique en réseau au point de générer paradoxalement l'arrogance institutionnelle, notamment celle de certaines institutions internationales, de leurs représentants, mais aussi des institutions régionales et nationales, tant dans le Nord global que dans le Sud global. L'arrogance se caractérise par un instinct à la domination, à la brutalité pour imposer des points de vue.

Rapidement ces méthodes non pacifiques et non démocratiques conduisent à imposer le maintien à la tête des Etats, de pouvoirs autocratiques et de dictateurs dans les pays à influence faible, en Afrique en particulier. L'exemple du Togo, où règne la même famille depuis 1967, soutenue par les chancelleries occidentales, devrait servir d'exemple. Il ne faut pas s'étonner que l'arrogance cache et dissimule la réalité de « *l'abus de pouvoir* », de l'arbitraire et du « *non-respect des décisions de justice*<sup>34</sup> » émanant de la Cour de Justice internationale ou plus modestement celle de la Cour de Justice de la CEDEAO pour l'Afrique de l'Ouest. Le non-respect des règles internationales ne peut servir d'alibi pour ceux qui considèrent, unilatéralement, qu'il s'agit d'une nouvelle « *normalité* » des Etats, des groupes de pression ou de sociétés à influence forte, structurées en des oligarchies interdépendantes.

L'arrogance est contagieuse et sans remèdes simples. En effet, le mode d'institutionnalisation de l'arrogance a eu comme résultante, le non-respect des dirigeants des pays à capacité d'influence faible par les dirigeants des pays à influence forte. Au point que les premiers, conscients et non-alignés sur les derniers, ont compris qu'il n'y a plus grand-chose à attendre de ceux qui les ont conduits à se retrouver dans une situation de pauvreté, d'humiliation, de refus d'industrialisation et de création d'emplois en Afrique. Or, il suffit pourtant aux dirigeants de pays du Nord global de ne plus soutenir les dictatures et autocrates africains, et plus largement ceux des pays à influence faible, pour donner une chance à une alternative démocratique d'émerger et d'assurer l'avenir pérenne de la jeunesse, et par voie de conséquence, de juguler les immigrations, -choisies ou forcées », dont les pays occidentaux se plaignent.

Alors, l'alternative, même temporaire avec des partenaires non-intrusifs en termes d'ingérence dans les affaires intérieures des pays à capacité d'influence faible, se résume à se rapprocher des dirigeants des pays des BRICS+. Malgré les injonctions contraires et les intimidations explicites ou implicites des dirigeants du G7 et de l'OTAN, cette option, à savoir se rapprocher du BRICS+, se présente plus comme une obligation pour certains dirigeants africains, en mal de vérité des urnes au plan national.



Or, les organisations de la société civile indépendantes, qui ne sont pas écoutées par les dirigeants du BRICS pour le moment, ne le sont pas non plus par les dirigeants du G7 et de l'OTAN, quand ces dernières ne sont pas instrumentalisées de part et d'autre.

Face aux ruptures, les pays à influence faible sont en mode mutation et recomposition. Or, ces recompositions ne sont pas linéaires et s'opèrent de manière dynamique et contradictoire dans le cadre d'un rapport de force et de puissance multifacettes, dans lequel interviennent les acteurs puissants comme l'Etat, les entreprises transnationales et locales, les groupes terroristes et mafieux, les groupes ésotériques et religieux, les organisations de la société civile internationales ou locales, de simples citoyens, en rupture ou pas, etc. Le retournement du monde s'apparente alors à une forme d'entrecroisement de plusieurs espaces, de plusieurs mondes et de plusieurs cultures. Cette mutation, intervenant dans un contexte de situation potentiellement explosive, pourrait s'opérer dans le cadre de conflits militaires et commerciaux asymétriques. C'est pour cela que la notion de « mutabilité » doit se comprendre comme une forme d'attraction-polarisation vers :

- le respect des conventions juridiques non léonines passées ;
- le réajustement de l'approche « donnant-donnant » dans les domaines sécuritaires et économiques et du commerce mondial au service des peuples et non plus uniquement au service des dirigeants des Etats ;
- la reconsidération de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des uns et des autres sauf dans le cas des abus sur le droit de citoyens et des Peuples pouvant dégénérer en crimes contre l'humanité et génocide ;
- le respect réciproque de la dignité humaine ; et enfin
- l'accès au savoir, à la technologie et aux pôles de croissance, économiques, technologiques.

Ce sont ces imaginaires non satisfaits après plus d'un demi-siècle de relations décevantes avec le G7 et l'OTAN qui a augmenté l'attrait des pays à capacité d'influence faible, africains en particulier, et plus largement tous les pays non-alignés sur l'Occident, à opter pour une participation -vraisemblablement temporaire- à un espace élargi du BRICS+ où les décisions se prennent en tenant compte aussi de la voix de la minorité.

En offrant une alternative aux pays à faible capacité d'influence, voire même de permettre aux pays émergents au sein du BRICS+ élargi d'avoir une alternative à l'arrogance institutionnalisée, les dirigeants du BRICS+ pourraient sonner la fin des humiliations des dirigeants et des Peuples du Sud global grâce à la « matérialisation » du respect mutuel.

## **12. « ADHÉSION » AU BRICS+ DE LA TURQUIE ET COÛT POUR LES PAYS À CAPACITÉ D'INFLUENCE FAIBLE**

Pour un pays à faible capacité d'influence notamment en Afrique il y a un coût politique, économique et financier pour accéder au BRICS+. Pour cela, il faudra prendre exemple sur la Turquie, un pays émergent. Depuis 2023, la Turquie, sous l'actuel Président Recep Tayyip Erdogan, s'est hissée au rang de cinquième (5<sup>e</sup>) partenaire commercial de l'Union européenne avec 4,1 % du total des échanges de marchandises de l'UE avec le monde<sup>35</sup>. Les sanctions unilatérales occidentales contre les exportations russes ont renforcé le rôle de la Turquie comme un point de passage indispensable de l'alimentation de l'Union européenne en énergie, notamment le gaz.

Dans un geste significatif qui pourrait remodeler ses alliances internationales, la Turquie a officiellement demandé à rejoindre le groupe BRICS, une coalition économique comprenant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Cette candidature témoigne de l'intention d'Ankara de diversifier sa politique étrangère et ses partenariats économiques dans le contexte d'une dynamique mondiale en pleine mutation.



La situation géostratégique de la Turquie, pierre angulaire entre l'Europe, l'Asie, et le Moyen-Orient est celle d'une puissance émergente, ce qui représente un atout précieux pour le renforcement du groupe des BRICS+. Dans le cadre d'une stratégie de diversification de ses partenaires afin de mieux affirmer sa souveraineté et son indépendance dans un monde où l'alignement sur les grandes puissances devient la règle et non l'exception, la Turquie a demandé l'adhésion aux BRICS+<sup>36</sup>. Elle passerait d'une relation complexe empreinte de méfiance réciproque avec l'OTAN et les dirigeants du G7 à une relation non moins complexe avec les dirigeants du BRICS+.

La coopération en dehors de l'espace transatlantique de l'OTAN ne peut devenir une prison à ciel ouvert impliquant une pensée unique néolibérale. La diversification économique avec une ouverture vers des nouveaux marchés et des opportunités de progrès rapide en matière d'accès à des technologies, la réalisation d'infrastructures dans le cadre de la route de la soie, et même une coopération renforcée dans le domaine de l'énergie, source de réduction des coûts de facteurs et de compétitivité, semblent l'emporter sur les injonctions et potentielles sanctions occidentales contre les pays membres de l'OTAN ou de l'Alliance de l'OTAN qui souhaitent rejoindre d'autres alliances telles que les BRICS+. Mais en filigrane, il s'agit aussi pour les autorités turques de mieux se positionner dans leurs conquêtes diplomatiques des marchés africains.

La position de la Turquie sur :

- les questions d'ingérence de l'Occident dans les affaires intérieures des autres pays faiblement influents sur :
- la sécurité et le terrorisme importé en Afrique ;
- la déstabilisation de l'Afrique pour accéder aux importantes ressources du sous-sol, du sol et de la mer ;
- l'instrumentalisation de la défense des droits humains ; et plus largement
- la vente d'armes des Occidentaux notamment les États-Unis et l'Union européenne directement ou indirectement qui servent à l'instrumentalisation du soutien aux autocrates africains permettant d'huiler la mécanique de l'immigration,

sont autant de points de convergence avec les dirigeants du BRICS+. Si cette alliance alternative avec les BRICS+ devenait une réalité, non seulement les intérêts nationaux de la Turquie en sortiraient renforcés, mais encore faudrait-il que le système décisionnel des dirigeants du BRICS+ basé sur l'unanimité des approbations sur le pays coopté puisse se réaliser. Or, la Turquie n'a pas que des « amis » au sein des BRICS+. Mais, il y a des voies prépondérantes qui ont intérêt à pousser pour que la Turquie rejoigne les BRICS+, notamment la Russie et la Chine.

Le processus de candidature devrait être complexe, puisque l'adhésion de la Turquie doit obtenir l'approbation de tous les membres actuels des BRICS, pour que son adhésion au BRICS+ soit acceptée au cours du 16<sup>e</sup> sommet des BRICS entre le 22 et le 24 octobre 2024 dans la ville russe de Kazan, dans la République du Tatarstan, l'une des républiques membres de la Fédération de Russie et dirigée par son Président, Roustam Minnikhanov<sup>37</sup>.

Ce sommet devrait ouvrir la voie à une véritable « mutabilité » dans les relations géostratégiques, géopolitiques et géoéconomiques du monde avec une inversion des pôles d'attraction des échanges mondiaux, mais surtout à une accélération de la perte de crédibilité de l'OTAN qui ne résout les problèmes du monde que par les bombardements et la déstabilisation, refusant au passage d'écouter les positions africaines.

Au plan du « scoop » informationnel, ce sera une première si la Turquie, pays membre de l'OTAN devient aussi un membre des BRICS+. Le rôle de la Turquie pourrait alors évoluer vers celui d'une force « tampon », - certainement pas neutre -, qui se substituerait graduellement ici et là dans les conflits ouverts entre les membres de l'OTAN et ceux des BRICS aux Nations Unies, actuellement neutralisées en termes de décision consensuelle, de financement et d'opérationnalité. Mais rien n'est moins sûr sur la volonté de l'OTAN de



conserver la Turquie, à moins de la faire passer du statut de « *membre à part entière* » à « *membre entièrement à part* ».

L'adhésion partielle ou totale de la Turquie au groupe BRICS+ élargi devrait compromettre sa position équivoque au sein de l'OTAN, voire même la faire passer du statut de partenaire et d'allié à celui d'adversaire et de traître, voire d'espion. Une situation inconfortable tant au sein de l'OTAN que du Groupe BRICS+. Une clarification s'impose sauf si le degré d'adhésion est modulé en fonction des modalités de coopération. La position ambivalente de l'Occident sur le soutien à apporter au « séparatisme kurde » ou autre en général en Turquie pourrait alors ressurgir en défaveur de la Turquie. Il y a donc bien un risque calculé de la Turquie d'adhérer au BRICS+ élargi.

Pour les pays africains, considérés pour la plupart comme des pays à capacité d'influence faible y compris le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Maroc ou l'Algérie, la question est double : en cas de non adhésion au BRICS+, faut-il continuer à agir dans le cadre d'une part, de l'Alliance de l'OTAN, ou de l'Alliance des BRICS+ ou encore se positionner comme la Turquie pour faire partie concomitamment de ces deux alliances qui demeurent des « *nébuleuses* » qui gagneraient à œuvrer pour une plus grande transparence. Or, c'est encore le besoin de souveraineté qui autorise à croire que la confiance entre les membres du BRICS+ sera résiliente, car l'urgence de la souveraineté face à l'unilatéralisme occidental, rend secondaires les divergences entre les membres du BRICS+ élargi.

### **13. DES BESOINS DE SOUVERAINETÉ NON NÉGOCIABLES**

Pour des raisons de souveraineté et une volonté de participer à un espace alternatif au système privé occidental SWIFT, de nombreux pays africains ont exprimé leur volonté de rejoindre et d'intégrer le club fermé des BRICS+ et/ou de l'Alliance des BRICS+. Cette souveraineté passe, entre autres, par :

- l'usage des monnaies nationales dans les échanges internationaux ;
- le besoin urgent de bénéficier d'un système sécurisé de paiement indépendant offrant en prime une possibilité de compensation qui devrait alléger les balances de paiement des Etats, surtout les plus endettés ;
- la création d'une monnaie de compte et demain de paiement au sein du BRICS+ constitue un autre élément d'espoir pour les pays africains pour sortir de l'hégémonie dollar et/ou Euro ;
- la numérisation et l'usage de monnaies virtuelles avec en filigrane la mise en place d'une monnaie de réserve des BRICS si possible adossée à l'or ou à des matières premières, fait son chemin pour échapper à l'hégémonie du dollar américain qui depuis 1971 n'est plus adossé à l'or ;
- mais la véritable décision dont peu de dirigeants africains parlent, consiste à trouver des espaces pour échapper aux sanctions unilatérales occidentales, justifiées systématiquement et uniquement par la préservation des intérêts occidentaux.

À ce titre, il faut noter que le Président de la Guinée Equatoriale, M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a proposé d'accueillir « *le Sommet Afrique-Russie de 2026*<sup>38</sup> » à Malabo, capitale du pays.

En plus des trois pays membres représentant le continent africain au sein des BRICS+ (Afrique du sud, Egypte et Ethiopie), il s'agit donc des pays suivants : Algérie<sup>39</sup>, Burkina-Faso, Mali et Niger, tous trois membres de l'Alliance des Etats du Sahel (A.E.S.), la Guinée Equatoriale, le Nigéria, le Soudan et le Zimbabwe, par exemple. L'ordre mondial multipolaire risque de s'opposer à l'ordre mondial unipolaire.

L'Afrique et l'Union africaine ainsi que les Communautés économiques régionales africaines gagneraient à mieux comprendre, voire à participer comme observateurs aux travaux de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) afin de s'en inspirer pour mieux préparer leur mutabilité dans un monde où la centralité des décisions et des pouvoirs et de la production des richesses, s'équilibre au profit des pays asiatiques.



Si les BRICS+ constituent de fait une alternative temporaire pour les pays à capacité d'influence faible et les pays africains en particulier, il n'y aura d'effets de levier significatifs pour l'Afrique que sur la base de décision collective. Il faut donc éviter une fois « membre » du groupe des BRICS+ ou dans l'alliance des BRICS+ à continuer à agir et décider en rangs dispersés. L'Afrique collectivement doit se structurer pour occuper des postes décisionnels dans les différentes organisations de l'ordre mondial multipolaire et alternatif.

Les pays africains, membres ou pas de l'Alliance de l'OTAN, devraient évaluer leur capacité d'influence effective dans un monde multipolaire avant de décider de s'engager stratégiquement pour devenir membre des BRICS+ et/ou de l'alliance des BRICS+ élargis. Il y a un coût non négligeable compte tenu de l'incapacité actuelle des dirigeants africains<sup>40</sup> de structurer et d'imposer une armée et une sécurité africaine pour le Peuple africain. Au-delà du coût, il y a là assurément une décision collective et stratégique à prendre pour les dirigeants africains.

Prendre cette décision en rangs dispersés relève plus de la myopie stratégique des chefs d'Etat africains qui refusent toujours de financer et de donner le poids nécessaire à la Commission de l'Union africaine pour agir collectivement pour défendre les intérêts collectifs du Peuple africain et non ceux privés des chefs d'Etat. Il y va de la crédibilité des dirigeants des pays à capacité d'influence faible de s'unir pour retrouver au sein des BRICS+ élargis, mais aussi avec l'appui bilatéral des uns et des autres, une alternative temporaire de puissance afin de réorienter les fruits de la nouvelle croissance générée vers leurs populations respectives.

En Afrique comme ailleurs, les enjeux de puissance ne peuvent s'équilibrer sans la participation du Peuple souverain. L'en évincer est une erreur tactique. Les dirigeants des BRICS+ élargis devraient reconsidérer sérieusement ce point de faiblesse stratégique.

#### **14. CONCLUSION : EN FINIR AVEC LA MYOPIE STRATÉGIQUE : STOPPER L'APPROCHE EN RANGS DISPERSÉS DES DIRIGEANTS AFRICAINS**

À cause de l'unilatéralisme du Nord Global, il devient indispensable de s'organiser collectivement dans un monde multipolaire pour préserver sa souveraineté en réduisant la dépendance des Etats à capacité d'influence faible ou moyenne vis-à-vis des systèmes financiers contrôlés par les dirigeants du monde occidental.

Les propositions qui seront faites au cours du Sommet de Kazan sont importantes. Les dirigeants africains ne peuvent se rendre à ce Sommet en « spectateurs ». Aussi, il faudrait que la partie de l'Afrique qui œuvre collectivement comme les pays de l'Alliance des Etats du Sahel (Burkina-Faso–Mali–Niger), mais aussi d'autres qui ont tissé de véritables liens au sein des sous-régions africaines doivent pouvoir présenter des contributions constructives ou des contre-propositions sur au moins les sept (7) thèmes suivants.

- 14.1 Système de paiement hors SWIFT utilisant la technologie du « blockchain ». **L'Initiative de paiements transfrontaliers** des BRICS qui devrait permettre, une fois mise en œuvre, d'assurer que suite à des échanges commerciaux, le paiement puisse se faire en monnaies nationales des pays des BRICS. Au-delà du contournement du dollar américain, il s'agira surtout pour les pays à capacité d'influence faible d'apprendre et de maîtriser la technologie blockchain et d'apprendre à promouvoir les jetons numériques sécurisés adossés à des matières premières comme l'or ou d'autres métaux commercialisables. Il y a là matière à éviter de subir les sanctions unilatérales et souvent injustifiées des dirigeants du Nord global dans l'arbitraire introduit par ces derniers dans le système de paiement comme le SWIFT ou plus largement le système financier international sous leur contrôle.
- 14.2 Plateforme de compensation et de règlement des échanges. **La compréhension et la mise en place d'une équipe africaine**, nationale, voire régionale, dédiée à une forme de plateforme

- commune pour permettre aux pays à capacité d'influence faible de ne plus être marginalisés, voire exclus, du système financier mondial et d'être obligés de passer par les fourches caudines des institutions de Bretton Woods, dont le Fonds monétaire international et le Groupe de la Banque mondiale ainsi que de nombreuses institutions bilatérales fonctionnant comme des satellites. Cette plateforme permettra de faire des dépôts et de procéder à des règlements internationaux avec des possibilités équivalentes à une chambre de compensation... Les noms qui circulent actuellement se rapprochent de la « clearance house des BRICS », dite « *BRICS CLEAR*<sup>41</sup> ».
- 14.3 Compagnie de Réassurance du BRICS+ élargi. Il n'est pas possible pour de nombreux Etats de s'engager dans des opérations internationales sans offrir la garantie de l'Etat. Or, cette garantie demeure fragile, voire inopérante face à la taille des investissements, et même face au poids des entreprises transnationales et multinationales. Aussi, il n'est pas impossible que sous la présidence russe, une compagnie de Réassurance des BRICS voie le jour, afin de contourner le blocage arbitraire des « entreprises de réassurance du G7/OTAN tout en facilitant la fluidité du transport et de la logistique dans l'espace intra-BRICS +. Faut-il rappeler que dans le cadre de la promotion du pétrole américain, les pays occidentaux ont imposé depuis 2022, le plafonnement des exportations du pétrole et des produits hydrocarbures russes au motif du conflit Russie-Ukraine. Personne n'est donc à l'abri de ces décisions léonines de protectionnisme déguisé.
- 14.4 Contribution à un Fonds de réserve du BRICS+ élargi. Les dirigeants africains devront mettre la main à la poche pour contribuer à une nouvelle facilité financière devant être actionnée en cas de crise économique importante dans le monde, sans devoir passer par le FMI et les conditionnalités servant les intérêts des pays occidentaux. Il s'agit d'un fonds de réserve des BRICS.
- 14.5 Bourse des matières premières du BRICS+ élargi. Compte tenu du contrôle par les pays occidentaux des prix des matières premières vitales pour les pays africains, il est proposé de mettre en place une bourse d'échange et de commercialisation des matières comme les céréales, et plus tard, les matières premières comme les mines ou les denrées périssables. L'objectif recherché est d'abord de s'assurer que les prix sont déterminés par les « fournisseurs » comme pour le pétrole et pas comme c'est le cas actuellement, par les acheteurs occidentaux. Au-delà de la fixation des prix, il s'agit surtout d'anticiper en offrant des analyses et prédictions tant sur les dynamiques des marchés et des prix comptant et à terme. Certains ont avancé le nom de « bourse de commercialisation des matières premières des BRICS, avec les céréales comme un point d'entrée et prioritaires pour un grand nombre des pays membres du Sud global.
- 14.6 Agence de notation du BRICS+ élargi : Il n'est pas possible de laisser les trois principales agences de notation occidentales<sup>42</sup> (*Fitch Ratings, Moody's et Standard & Poor's (S&P)*) décider, souvent unilatéralement et parfois sous influence des dirigeants occidentaux de la notation de la perception du risque d'un pays, d'une région ou encore d'une entreprise du sud global. Aussi, attendant la création d'une véritable agence des BRICS, l'expérience de l'agence de notation *Dagong Global Credit Rating*<sup>43</sup>, la plus connue de la Chine, devrait permettre de se baser sur d'autres critères adaptés aux pays à capacité d'influence faible ou moyenne pour élaborer les notations des risques et faciliter l'octroi des crédits entre les pays des BRICS+. Cela ne pourra se réaliser qu'avec la volonté et l'engagement de chacun des pays intéressés car cela suppose d'importants échanges d'informations confidentielles. L'intelligence artificielle devrait aider à structurer les critères communs issus des expériences partagées entre les agences de notation du risque dans les pays et réduire les à priori humains ou politiques institutionnalisés par les principales agences de notation occidentales. Au demeurant, la politique du deux poids, deux mesures serait largement limitée compte tenu là encore, de la possibilité de ne pas suivre les recommandations des agences de notation occidentales, surtout si les analyses passées ont affecté la crédibilité des emprunteurs des pays du sud global.
- 14.7 Diplomatie du BRICS+ élargi : L'influence diplomatique tant au niveau de l'Organisation des Nations Unies, des institutions multilatérales de financement, du commerce et autres agences contrôlées par le G7/OTAN que dans les « clubs » fermés d'octroi ou pas de financement privé,



comme le Club de Londres, ou public, comme le Club de Paris, pourrait voir le jour sous des formes non encore déterminées. Il s'agira d'avoir une voix commune sur tous sujets où les intérêts des BRICS+ seront remis en cause.

Plus qu'un « tournant<sup>44</sup> », il s'agit d'un Sommet de Kazan historique sur un véritable « retournement » du monde. C'est malgré tout la fin de l'hégémonie du monde occidental dans un monde de plus en plus fragmenté et imprévisible. Si les BRICS+ ne remettent pas l'humain au centre des débats en intégrant les cultures au sens large, notamment la mémoire, les croyances, la religion, la perception, les émotions, et donc les organisations de la société civile, les BRICS+ pourraient rater le coche. Les Etats ont perdu de leur « superbe » face aux acteurs mondialistes à la tête d'entreprises transnationales déterminées à régenter le monde. Il faut donc aider les dirigeants du Sud global, notamment ceux du BRICS+ élargi, comme ceux du Nord global, à décrypter ce monde multipolaire dont les subjectivités mal maîtrisées pourraient déclencher des guerres à géométrie variable.

Il y aura certainement un avant et un après Kazan, forçant à une véritable mutabilité de la pensée, de la prise de conscience et des actes posés collectivement pour les dirigeants des pays à capacité d'influence faible et modérée, plus particulièrement ceux des pays africains. Ces derniers devront, pour survivre dans la compétition mondiale, œuvrer collectivement dans un monde multipolaire non encore débarrassé des oripeaux obsolètes de l'unilatéralisme, promu comme la forme moderne de la post-colonisation de l'Afrique.

En définitive, le Sommet de Kazan ne sera historique pour les Peuples africains que si les dirigeants africains prennent conscience de leur myopie stratégique et de ses conséquences désastreuses sur les peuples africains. Aussi, la seule et prioritaire résolution à prendre avant de se rendre à Kazan et à toutes les réunions où il est question de défendre les intérêts des pays à capacité d'influence faible, notamment ceux d'Afrique, c'est de stopper l'approche en rangs dispersés des dirigeants africains. En cela, avec l'appui des pays membres des BRICS et de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), un contre-pouvoir devrait émerger au Sommet de Kazan pour commencer l'opérationnalisation de la neutralisation de l'unilatéralisme occidental. Croire que l'unilatéralisme du Nord global est une vue de l'esprit, c'est s'inscrire dans la dénégation et croire que l'esclavage et la colonisation n'ont jamais existé. L'agenda de l'Afrique au BRICS+ élargi devra demeurer une parenthèse dans le temps. Ce n'est qu'à cette condition que la participation des pays africains au Groupe des BRICS+ élargi ou dans l'Alliance des BRICS+<sup>45</sup> pourra constituer une alternative temporaire de puissance pour tous les pays à capacité d'influence faible ou moyenne. YEA.

19 octobre 2024.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO  
Directeur général, Afrocentricity Think Tank

© Afrocentricity Think Tank

**Mots-clés :** Afrique - BRICS+, Chine - croissance économique - droit international - G7 - Influence – Myopie stratégique - Monde multipolaire - l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) – OTAN - Russie - Unilatéralisme

<sup>1</sup> L'auteur tient à remercier sincèrement François Fabregat pour ses précieuses contributions et son travail éditorial. Ma responsabilité demeure engagée pour toutes erreurs ou oublis qui auraient pu échapper à mon attention.

<sup>2</sup> Gamandiy-Egorov, M. (2024). « BRICS-Afrique et les prochaines adhésions ». In *reseauinternational.net*. 5 octobre 2024. Accédé le 7 octobre 2024. Voir <https://reseauinternational.net/brics-afrique-et-les-prochaines-adhesions/>

<sup>3</sup> Badie, B. (2023). *Pour une approche subjective des relations internationales*. Editions Jacob : Paris.

- <sup>4</sup> Pars Today (2024). « Russie : le sommet des BRICS regroupe 24 dirigeants du monde ». In *www.pars today.ir/fr*. 14 octobre 2024. Accédé le 15 octobre 2024. Voir <https://parstoday.ir/fr/news/world-i126298-russie-le-sommet-des-brics-regroupe-24-dirigeants-du-monde>
- <sup>5</sup> Pravda (2024). « Combien d'États ont confirmé leur participation au sommet des BRICS à Kazan ». In *fr.news.pravda.com*. 14 octobre 2024. Accédé le 15 octobre 2024. Voir <https://fr.news-pravda.com/world/2024/10/14/264332.html>
- <sup>6</sup> REUTERS (2024). "Israel reinforces ban on UN chief entering country over Iran attack comments". In 13. October 2024. Accessed 15 October 2024. Retrieved from <https://www.reuters.com/world/middle-east/israeli-foreign-minister-reiterates-un-chief-guterres-is-persona-non-grata-over-2024-10-13/>
- <sup>7</sup> L'Union économique eurasiennne (Eurasian Economic Union - EAEU ou EEU) est une union économique de cinq États post-soviétiques situés en Eurasie. L'UEEA dispose d'un marché unique intégré. En 2023, elle comptera 183 millions d'habitants et son produit intérieur brut s'élèvera à plus de 2 400 milliards de dollars.
- <sup>8</sup> La Communauté des États indépendants (CEI) ou la Confédération des États indépendants, est une organisation intergouvernementale composée de neuf des quinze anciennes républiques soviétiques avec les pays suivants : Biélorussie (1991), État fondateur ; Russie, (1991), État fondateur ; L'Arménie (1991) ; Azerbaïdjan (1991) ; Kazakhstan (1991) ; Kirghizistan (1991) ; Ouzbékistan (1991) ; et Tadjikistan (1991). La Turkménistan est un Etat associé et la Mongolie, un Etat observateur. La Géorgie, ancien membre (1993-2009) suite à la guerre d'Ossétie du Sud et l'Ukraine (1991-2018), qui fut un État fondateur, se sont retirés.
- <sup>9</sup> L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) est une organisation intergouvernementale fondée en 2001 par la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Elle succède au « Groupe de Shanghai » créé en 1996. Ses objectifs ont évolué, passant d'abord de la sécurité collective extérieure au renforcement de la coopération politique et militaire au sein de l'espace commun, puis à la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme. Puis, l'OCS a mis l'accent sur la promotion de la coopération économique, la facilitation des échanges commerciaux, et la promotion et financement de projets de développement économique mais aussi l'organisation en réseau d'une diplomatie d'influence parmi les Etats-membres. L'OCS met comme priorité d'influencer pour résoudre pacifiquement les contentieux entre les Etats-membres afin d'assurer une stabilité à la région centrasiatique. En 2024, l'OCS comptait dix (10) membres : Chine, Russie, Inde, Iran, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan, et le nouveau membre depuis 2024, la Biélorussie (ou Bélarus). Il y est question d'œuvrer à la création d'un nouvel ordre politique et économique international, plus juste et démocratique. Voir aussi la déclaration des ministres de l'OCS en date du 14 septembre 2024 :
- OCS (2024). "Statement by Ministers of the Member States of the Shanghai Cooperation Organisation Responsible for Foreign Trade and Foreign Economic Activity, Issues of Equitable Trade and Sustainable Development". In *eng.sectesco.org*. 14 October 2024. Accessed 15 October 2024. Retrieved from <https://eng.sectesco.org/20240914/1541832.html>
- <sup>10</sup> New Development Bank (2024). "The 9th NDB Annual Meeting" in Cape Town, South Africa. August 29-31, 2024. Accessed 12 October 2024. Retrieved from <https://www.ndb.int/>
- <sup>11</sup> Ouchakov, I. (2024). « Les BRICS représentent effectivement les intérêts de la majorité mondiale ». In *france.mid.ru/fr*. 6 mars 2024. Accédé le 12 octobre 2024. Voir [https://france.mid.ru/fr/presse/iouri\\_ouchakov\\_intervyu/](https://france.mid.ru/fr/presse/iouri_ouchakov_intervyu/)
- <sup>12</sup> Zoubarev, D. (2024). « Poutine a défini les priorités de la présidence russe des BRICS ». In *histoireetsociete.com*. 02 janvier 2024. Accédé le 12 octobre 2024. Voir <https://histoireetsociete.com/2024/01/02/poutine-a-defini-les-priorites-de-la-presidence-russe-des-brics-par-dmitri-zubarev/>
- <sup>13</sup> European Parliament (2024). « Expansion of BRICS: A quest for greater global influence? ». In [www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu). March 2024. Accessed 12 October 2024. Retrieved from [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/760368/EPRS\\_BRI%282024%29760368\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/760368/EPRS_BRI%282024%29760368_EN.pdf)
- <sup>14</sup> Irwin-Hunt, A. (2023). "Brics expansion dilutes G7 investment influence". FDI Intelligence. In *www.fdiintelligence.com*. 6 September 2023. Accessed 12 October 2024. Retrieved from <https://www.fdiintelligence.com/content/data-trends/BRICS-expansion-decreases-g7-investment-influence-82922>
- <sup>15</sup> Les statistiques des BRICS+ incluent l'Argentine comme membre et avant que celle-ci ne renonce à sa participation au Groupe des BRICS+.
- <sup>16</sup> RTS (2024). « Inquiète pour son industrie automobile, l'UE annonce des taxes sur les véhicules électriques chinois ». In [www.rts.ch](http://www.rts.ch). 13 juin 2024. Accédé le 10 octobre 2024. Voir <https://www.rts.ch/info/economie/2024/article/inquiete-pour-son-industrie-automobile-l-ue-annonce-des-taxes-sur-les-vehicules-electriques-chinois-28536402.html>
- <sup>17</sup> RTS (2024). Op. Cit.
- <sup>18</sup> C'est sous la direction d'un ministre issu d'un parti écologique en Allemagne que des centrales à charbon ont été remis en fonction...
- <sup>19</sup> Irwin-Hunt, A. (2023). Op. Cit.
- <sup>20</sup> Irwin-Hunt, A. (2023). Op. Cit.
- <sup>21</sup> Statista Research Department of Statista.com (2024). "BRICS and G7 countries' share of the world's total gross domestic product (GDP) in purchasing power parity (PPP) from 2000 to 2024". In [www.statista.com](http://www.statista.com). 15 July 2024. Accessed 10 October 2024. Retrieved from <https://www.statista.com/statistics/1412425/gdp-ppp-share-world-gdp-g7-brics/>
- <sup>22</sup> Agbobli, A. K. (2002). *Le monde et le destin des africains : Les enjeux mondiaux de puissance*. Editions L'Harmattan : Paris.
- <sup>23</sup> Laurendeau, P. (2022). *C'est l'opium du peuple : Philosophie du fait religieux*. Editions Independent Published.



- <sup>24</sup> BitcoinNews (2024). « Les nations BRICS prévues pour une croissance de 4,4 % en 2024-2025, surpassant les économies du G7 ». In [news.bitcoin.com/fr](https://news.bitcoin.com/fr). Accédé le 12 octobre 2024. Voir <https://news.bitcoin.com/fr/les-nations-brics-prevues-pour-une-croissance-de-4-4-en-2024-2025-surpassant-les-economies-du-g7/>
- <sup>25</sup> CNEWS (2024). « Brics+ : voici les 10 pays membres ». In [www.cnews.fr](http://www.cnews.fr). 8 septembre 2024. Accédé le 10 Octobre 2024. Voir <https://www.cnews.fr/monde/2024-09-08/brics-voici-les-10-pays-membres-1552965>
- <sup>26</sup> Amaïzo, Y. E. (2023). « Mutation dans les relations géopolitiques africaines pour un partenariat stratégique multipolaire ». In [www.afrocentricity.info](http://www.afrocentricity.info). 1 février 2023. Accédé le 12 octobre 2024. Voir <https://afrocentricity.info/2023/02/01/mutation-dans-les-relations-geopolitiques-africaines-pour-un-partenariat-strategique-multipolaire/7334/>
- <sup>27</sup> Amaïzo, Y. E. (1998). « PMA (Pays les moins avancés) ou PFI ? Les pays faiblement industrialisés : la globalisation par défaut ». Accédé le 12 octobre 2024. Voir <https://amaizo.info/files/2001/05/pma-ou-pfi-1.pdf>
- <sup>28</sup> Amaïzo, Y. E. (1980). *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation. Une Chance pour l'Afrique ?* Editions l'Harmattan : Paris.
- <sup>29</sup> Badie, B. et Smouts, M.-C. (1999). *Le retournement du monde: Sociologie de la scène internationale*. 3<sup>e</sup> édition. Editions Dalloz-Sirey : Paris.
- <sup>30</sup> Amaïzo, Y. E. (2024). « Aide instrumentalisée en Eurafrique : Le modèle « Françafrique » réaménagé ». In [www.brennpunkt.lu](http://www.brennpunkt.lu). Numéro d'édition 323. Juin 2024. Accédé le 12 octobre 2024. Voir <https://www.brennpunkt.lu/article/aide-instrumentalisee-en-eurafrique-le-modele-francafrique-reamenage/>
- <sup>31</sup> Enríquez, E. (2015). *L'arrogance: Un mode de domination néo-libérale*. Editions In Press : Paris.
- <sup>32</sup> Glaser (2016). *Arrogant comme un français en Afrique*. Editions Fayard : Paris.
- <sup>33</sup> Badie, B. (1992). *L'Etat importé: L'occidentalisation de l'ordre politique*. Editions Fayard : Paris.
- <sup>34</sup> Türk, V. (2024). « Le non-respect du droit international est une question de paix et de sécurité internationales, déclare le Haut-Commissaire Volker Türk au Conseil de sécurité des Nations Unies ». In [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org). 20 septembre 2024. Accédé le 12 octobre 2024. Voir <https://www.ohchr.org/fr/statements-and-speeches/2024/09/disrespect-for-international-law-a-matter-of-international-peace-and-security-hc>
- <sup>35</sup> Hassan, S. N. (2024). « Turkiye's geopolitical gambit: The cost of getting into BRICS ». In [www.middleeastmonitor.com](http://www.middleeastmonitor.com). 11 October 2024. Accessed 12 October 2024. Retrieved from <https://www.middleeastmonitor.com/20241011-turkiyes-geopolitical-gambit-the-cost-of-getting-into-brics/>
- <sup>36</sup> MiddleEast Monitor (2024). « Turkiye applies to join BRICS ». In [www.middleeastmonitor.com](http://www.middleeastmonitor.com). 2 September 2024. Accessed 12 October 2024. Retrieved from <https://www.middleeastmonitor.com/20240902-turkiye-applies-to-join-brics/>
- <sup>37</sup> Actu Russie (2024). « Le sommet des Brics aura lieu à Kazan en 2024 (décret de Poutine) ». In [acturussie.net](http://acturussie.net). 25 août 2023. Accédé le 10 octobre 2024. Voir <https://acturussie.net/sommet-brics-kazan-en-2024/>
- <sup>38</sup> RFI (2024). « Le Guinée équatoriale et la Russie mettent en scène leur rapprochement ». In [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr). 29 septembre 2024. Accédé le 3 octobre 2024. Voir <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240928-le-guinee-a9e-c3a9quatoriale-et-la-russie-mettent-en-sc%C3%A8ne-leur-rapprochement>
- <sup>39</sup> Il est vrai que des informations circulent que l'Algérie aurait renoncé à devenir membre des BRICS+. Mais en politique, rien n'est moins sûr, surtout si le Maroc n'a pas en principe fait la demande d'adhésion au BRICS+.
- <sup>40</sup> Amaïzo, Y. E. (Coll.) (2002). *L'Afrique est-elle incapable de s'unir ? Lever l'intangibilité des frontières et opter pour un passeport commun*. Avec une préface de Professeur Joseph K-Zerbo. Editions l'Harmattan : Paris.
- <sup>41</sup> Investing.com (2024). « La Russie proposera des initiatives financières aux BRICS lors du prochain sommet ». In [fr.investing.com](http://fr.investing.com). 16 octobre 2024. Accédé le 16 octobre 2024. Voir <https://fr.investing.com/news/economic-indicators/la-russie-proposera-des-initiatives-financieres-aux-brics-lors-du-prochain-sommet-93CH-2601495>
- <sup>42</sup> Ces trois agences dominent le marché mondial de la notation financière, couvrant environ 95 % des notations. Callum Cliffe, C. (2019). « Tout savoir sur les agences de notation ». In [www.ig.com](http://www.ig.com). Accédé le 10 octobre 2024. Voir <https://www.ig.com/fr/strategies-de-trading/agences-de-notation---ce-qui-faut-savoir-200312#:~:text=Les%20trois%20principales%20agences%20de%20notation%2C%20Moody%20et%20Standard,et%20Bureau%20van%20Dijk%20remplissent%20un%20r%C3%B4le%20similaire.?msoclid=2294887142876ef53e429d6a43f36f86>
- <sup>43</sup> L'agence Dagong est notamment connue pour attribuer une note plus proche de la réalité des risques encourus. Sa notation des pays de l'OCDE et celle des Etats-Unis semblent recevoir des avis « favorables » que les 3 autres agences concurrentes.
- <sup>44</sup> Karderinis, I. (2024). « 16<sup>e</sup> Sommet des BRICS : le tournant de Kazan ». In [kapitalis.com](http://kapitalis.com). 16 octobre 2024. Accédé le 16 octobre 2024. Voir <https://kapitalis.com/tunisie/2024/10/16/16e-sommet-des-brics-le-tournant-de-kazan/>
- <sup>45</sup> Ceux des Etats qui n'ont pas été retenus pour participer au BRICS+ élargi.